

MARCHÉ INTERMINISTÉRIEL RÉGIONAL

« RÉALISATION ET GESTION DE DOSSIERS TECHNIQUES AMIANTE (DTA), DOSSIERS AMIANTE DES PARTIES PRIVATIVES (DA-PP), DE MISSIONS DE REPÉRAGES AVANT TRANSACTION IMMOBILIÈRE (RAAV), D'ÉVALUATION DE L'ÉTAT DE CONSERVATION DES PRODUITS ET MATÉRIAUX CONTENANT DE L'AMIANTE (EECMPCA) AINSI QUE LA RÉALISATION DE REPÉRAGES AMIANTE AVANT TRAVAUX (RAAT) ET REPÉRAGES AMIANTE AVANT DÉMOLITION (RAAD) POUR L'ENSEMBLE DES SERVICES DE L'ÉTAT EN RÉGION NORMANDIE, LE CROUS DE NORMANDIE, L'UNIVERSITÉ DE CAEN ET L'UNIVERSITÉ DU HAVRE. »

ACCORD-CADRE EXÉCUTÉ PAR L'ÉMISSION DE BONS DE COMMANDE

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES

**COMMUN À L'ENSEMBLE DES LOTS
(CCTP)**

Acheteur public :

Ministère de l'Intérieur,
Préfecture de la région Normandie

Direction service :

Secrétariat Général pour les Affaires Régionales,
Pôle modernisation et moyens,
Plate-forme Régionale des Achats de Normandie

Référence de l'accord-cadre pour la procédure : 2025_PFRANORM_DIAGAMIANTE

Ce CCTP comporte 30 pages.

*Préfecture de la Région Normandie
Secrétariat Général pour les Affaires Régionales
Pôle Modernisation et Moyens
Plateforme Régionale des Achats de l'État de Normandie
7, place de la Madeleine
76 036 ROUEN Cedex*

Table des matières

Chapitre 1 – Dispositions Générales.....	4
1.1 Objet de l'accord-cadre.....	4
1.2 Périmètres.....	4
1.3 Textes de référence.....	5
1.4 Engagements du titulaire.....	7
1.5 Missions prévues dans l'accord-cadre.....	7
1.6 Connaissance des prestations.....	8
Chapitre 2 - Conditions d'intervention du titulaire.....	8
2.1 Généralités.....	8
2.2 Intervenants.....	8
2.2.1 Chef de Projet Titulaire.....	9
2.2.2 Opérateurs de repérage (Certification et formation).....	9
2.2.3 Laboratoires cotraitants ou sous-traitants (Certification et accréditation).....	9
2.3 Contrainte d'exécution des missions et phasage.....	9
2.4 Mode opératoire SS4.....	10
2.5 Documents et données fournis par le service bénéficiaire.....	11
2.6 Déplacement de mobilier.....	11
2.7 Accessibilité aux bâtiments.....	12
2.7.1 Engagements du maître d'ouvrage.....	12
2.7.2 Engagements du titulaire.....	12
2.7.3 Travail en hauteur.....	12
2.8 Sécurité.....	13
2.9 Protections des installations existantes.....	13
2.10 Matériel – Lutte contre le bruit et l'émission de poussières.....	13
2.11 Nettoyage.....	14
2.12 Stabilisation et rebouchage.....	14
Chapitre 3 – Modalités communes aux livrables.....	15
3.1 Format des livrables et des documents.....	15
3.2 Sécurisation des résultats et des documents.....	15
3.3 Actualisation du Dossier Technique Amiante (DTA) suite à intervention du diagnostiqueur.....	15
3.4 Intégration des livrables sur la plateforme DTA-Thèque de l'État.....	16
3.4.1 Au début de la mission.....	16
3.4.2 À l'issue de la mission.....	16
3.4.3 Modalités d'accès à la DTA-Thèque/ Amiante360.....	17
3.4.4 Mesures de sécurité liées à l'utilisation de la DTA-Thèque (Amiante 360).....	17
Chapitre 4 – Description des missions.....	18
4.1 Préparation préalable aux opérations de repérages.....	18
4.2 Modalités de repérage.....	19

4.2.1 Sondages.....	20
4.2.2 Prélèvements.....	20
4.2.3 Analyse des échantillons.....	21
4.2.4 Évaluation de l'état de conservation des MPCA/MPSCA.....	22
4.2.5 Rapport de repérage pour les DTA, l'évaluation périodique de l'état de conservation des MPCA, les DA-PP et les RAAV.....	22
4.2.6 Rapport de repérage pour les repérages amiante avant travaux ou démolitions. .	23
4.3 Mission 1 – Évaluation de l'état de conservation des MPCA appartenant aux listes A+B dont actualisation des données du DTA.....	24
4.4 Mission 2 - Complément de DTA (listes A+B).....	25
4.5 Mission 3 – Mise à jour et synthétisation complète de DTA ou création de DTA.....	25
4.6 Mission 4 – Mise à jour DA-PP (liste A et listes A+B).....	26
4.7 Mission 5 – Création DA-PP (listes A+B).....	27
4.8 Mission 6 – Réalisation de Rapport de repérage amiante avant-vente (listes A+B).....	27
4.9 Mission 7 –Repérage amiante avant travaux.....	27
4.10 Mission 8 –Repérage amiante avant démolition.....	28
4.11 Mission 9 –Identification du risque amiante et de la concentration en HAP dans les enrobés.....	29

Chapitre 1 – Dispositions Générales

1.1 Objet de l'accord-cadre

L'accord-cadre a pour objet la réalisation et la gestion de Dossiers techniques amiante (DTA), Dossiers amiante des parties privatives (DA-PP), de missions de repérages avant transaction immobilière (RAAV), d'évaluation de l'état de conservation des produits et matériaux contenant de l'amiante (EECMPCA) ainsi que la réalisation de repérages amiante avant travaux (RAAT) et repérages amiante avant démolition (RAAD) pour l'ensemble des services de l'État en région Normandie, le CROUS de Normandie, l'Université de Caen et l'Université du Havre.

L'accord-cadre porte sur des prestations intellectuelles (marché de services).

Code CPV principal : 71621000-7 « Services d'analyse technique ou service de conseil »

Code CPV secondaire: 71315400-3 « Services d'inspection et de vérification des bâtiments »

Les prestations sont alloties géographiquement de la manière suivante :

LOT N°	Intitulé de chaque lot
1	Diagnostics et repérages amiante dans les départements CALVADOS (14), MANCHE (50) et ORNE (61)
2	Diagnostics et repérages amiante dans les départements EURE (27) et SEINE-MARITIME (76)

Le présent document est commun à l'ensemble des lots.

1.2 Périmètres

À titre indicatif, et de manière non exhaustive, les prestations du présent accord-cadre portent principalement sur des immeubles dont le permis de construire a été délivré avant le 01 juillet 1997, notamment :

- établissements recevant du public,
- locaux à usage de bureaux,
- locaux d'enseignement,
- locaux à usage d'habitation,
- restaurants administratifs,
- locaux à usage informatique,
- salles de réunion, de formation,
- archives, ateliers, locaux techniques,
- laboratoires,
- lieux de détention et de rétention,
- garages et ateliers de réparations,
- monte-charges, ascenseurs, de leurs gaines et de leurs machineries,
- parkings,
- voiries privées (**Hors réseau routier**)

Lorsque le bâtiment est reconnu à usage mixte dans le permis de construire et/ou dans le registre de sécurité du bâtiment, c'est-à-dire, soumis à deux réglementations différentes (par exemple : un immeuble ERP ayant une partie Code du Travail), le bénéficiaire indique au titulaire le découpage à opérer en surface par typologie de bâtiment. La somme des surfaces découpées est égale à la surface totale à contrôler du bâtiment. Dans ce cas, le Titulaire fournit un rapport pour chaque typologie de bâtiment. Le titulaire applique les prix correspondant à chacune des surfaces par typologie de bâtiment.

Exemple : pour un immeuble Code du travail de 1000 m² incluant 100 m² d'ERP, le Bénéficiaire indiquera au Titulaire une surface totale de 1000 m² soit 900 m² relatifs au Code du Travail plus 100m² relatifs à la typologie ERP.

Sont exclus du périmètre de l'accord-cadre les navires, bateaux fluviaux et ouvrages de génie civil et d'infrastructures de transport tels que les routes, autoroutes, chemins de fer, ports, aéroports, ponts qu'ils soient concédés ou non.

1.3 Textes de référence

Le titulaire est réputé connaître toutes les dispositions législatives et réglementaires en vigueur et en lien avec l'objet du marché.

De manière non exhaustive :

- code de la construction et de l'habitation ;
- code de la santé publique notamment en sa section 2 : Lutte contre la présence d'amiante du Chapitre IV du Titre III du Livre III de la partie législative et les articles R1334-14 à R1334-29-9, en sa partie réglementaire, relatifs à la prévention des risques liés à l'amiante dans les immeubles bâtis ;
- code du travail notamment en son livre IV « Prévention de certains risques d'exposition » de la partie législative et ses articles R4412-94 et suivants ;
- code de l'environnement ;
- Décret n° 2017-899 du 9 mai 2017 relatif au repérage de l'amiante avant certaines opérations ;
- Décret n°2017-34 du 13 janvier 2017 portant création de la commission d'évaluation des innovations techniques dans le domaine de la détection et du traitement de l'amiante dans le bâtiment ;
- Arrêté du 23 janvier 2020 modifiant l'arrêté du 16 juillet 2019 relatif au repérage de l'amiante avant certaines opérations réalisées dans les immeubles bâtis
- Arrêté du 16 juillet 2019 relatif au repérage de l'amiante avant certaines opérations réalisées dans les immeubles bâtis ;
- Arrêté du 21 décembre 2012 relatif aux recommandations générales de sécurité et au contenu de la fiche récapitulative du « dossier technique amiante » ;
- Arrêté du 12 décembre 2012 relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante et au contenu du rapport de repérage ;

- Arrêté du 12 décembre 2012 relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste B contenant de l'amiante et du risque de dégradation lié à l'environnement ainsi que le contenu du rapport de repérage ;
- Arrêté du 24 décembre 2021 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique et des organismes de formation et d'accréditation des organismes de certification ;
- Arrêté du 26 juin 2013 modifiant l'arrêté du 12 décembre 2012 relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante et au contenu du rapport de repérage et modifiant l'arrêté du 12 décembre 2012 relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste B contenant de l'amiante et du risque de dégradation lié à l'environnement ainsi que le contenu du rapport de repérage
- Arrêté du 26 juin 2013 relatif au repérage des matériaux et produits de la liste C contenant de l'amiante et au contenu du rapport de repérage;
- Arrêté du 26 juillet 2022 définissant le contenu des déclarations au système de gestion électronique des bordereaux de suivi de déchets énoncés à l'article R. 541-45 du code de l'environnement, pour les déchets dangereux de fluides frigorigènes et autres déchets dangereux de fluides en contenants sous pression ;
- Arrêté du 1er juin 2015 relatif aux modalités de transmission au préfet des rapports de repérage des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante ;
- Arrêté du 8 avril 2013 relatif aux règles techniques, aux mesures de prévention et aux moyens de protection collective à mettre en œuvre par les entreprises lors d'opérations comportant un risque d'exposition à l'amiante ;
- Arrêté du 1er octobre 2019 relatif aux modalités de réalisation des analyses de matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante, aux conditions de compétences du personnel et d'accréditation des organismes procédant à ces analyses ;
- Arrêté du 23 février 2012 définissant les modalités de la formation des travailleurs à la prévention des risques liés à l'amiante ;
- Arrêté du 20 avril 2015 modifiant l'arrêté du 23 février 2012 définissant les modalités de la formation des travailleurs à la prévention des risques liés à l'amiante et l'arrêté du 14 décembre 2012 fixant les conditions de certification des entreprises réalisant des travaux de retrait ou d'encapsulation d'amiante, de matériaux, d'équipements ou d'articles en contenant ;
- Norme NF X 46-020 relative au repérage amiante — Repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante dans les immeubles bâtis — Mission et méthodologie, ou équivalent.
- Norme NF EN ISO/CEI 17024
- Norme NF EN ISO 17025
- Arrêté du 19 août 2011 relatif aux modalités de réalisation des mesures d'empoussièrement dans l'air des immeubles bâtis
- Arrêté du 14 août 2012 relatif aux conditions de mesurage des niveaux d'empoussièrement, aux conditions de contrôle du respect de la valeur limite d'exposition professionnelle aux fibres d'amiante et aux conditions d'accréditation des organismes procédant à ces mesurages

- Norme NF X 43-050 Qualité de l'air - Détermination de la concentration en fibres d'amiante par microscopie électronique à transmission - Méthode indirecte

- Fascicule de documentation FD X46-033

Les évolutions de ces textes pendant la durée du marché sont pleinement applicables.

En cas de divergence entre les différents textes et règlements, le plus contraignant est retenu et appliqué.

1.4 Engagements du titulaire

Le titulaire a la responsabilité des personnels et des moyens à mettre en œuvre pour la bonne réalisation des prestations objet du marché sous réserve des moyens que le donneur d'ordre doit leur mettre à disposition pour la réalisation de leurs missions afin de garantir l'accessibilité à certains locaux et de pouvoir accéder à certaines installations techniques (installations d'ascenseur, locaux électriques, chaufferie par exemple), en dehors des moyens de levage qui, par dérogation à la norme, sont fournis par le titulaire le temps de l'exécution de la prestation.

Le titulaire est seul responsable des équipements de protection collective et individuelle qu'il définit au travers de l'analyse de risques décrite dans son mode opératoire pour chaque bon de commande puis qu'il met en œuvre.

Lors de toute mission commandée, le Titulaire s'engage à :

- Conserver précieusement les modes d'accès (clé – badge – passe – code d'accès...) qui lui sont prêtés sur la durée de l'intervention ;
- Remettre ces accès, selon les modalités convenues avec le service bénéficiaire au moment de la commande. Généralement, ces modalités sont : soit à chaque sortie d'une zone ou bâtiment, soit chaque soir, soit à l'issue de la partie de la mission se déroulant sur site ;
- Supporter les conséquences en cas de perte ou de non-restitution de ces modes d'accès ;
- Respecter le règlement intérieur des établissements et immeubles ;
- Respecter et à faire respecter la jouissance paisible des lieux ;
- Limiter le bruit en privilégiant les heures creuses, respecter les créneaux horaires autorisés ou réglementaires ;
- Informer le donneur d'ordre de la nécessité de la présence de personnes dûment habilitées pour la visite de certains locaux (ascenseurs, transformateurs...etc.).

Le titulaire souscrit une assurance permettant de couvrir les conséquences d'un engagement de sa responsabilité en raison de ses interventions.

1.5 Missions prévues dans l'accord-cadre

•Mission 1 : Réalisation de l'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante (EEC ou EECMPCA) (listes A+B) et insertion au Dossier technique amiante (DTA) - Actualiser et compléter le DTA et la fiche récapitulative.

•Mission 2 : Complément de DTA (liste A+B) : Réaliser un repérage amiante d'un périmètre ciblé, insérer le rapport de repérage amiante au DTA et compléter la fiche récapitulative, évaluer l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante repérer sur le périmètre correspondant.

•Mission 3 : Mise à jour et synthétisation complète de DTA ou Création de DTA (liste A+B) – validation ou réalisation et insertion du rapport de repérage amiante au DTA, de la fiche récapitulative, de l'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante, insertion des éventuels rapports de repérage amiante avant travaux ou démolition, des éventuels rapports de fin de travaux (résultats de travaux antérieurs de retrait ou d'encapsulage d'amiante relevant des dispositions de la SS3) et dossiers des ouvrages exécutés (résultats de travaux antérieurs en interface avec l'amiante et relevant des dispositions de la SS4).

•Mission 4 : Mise à jour de DA-PP (listes A+B)

•Mission 5 : Réalisation de DA-PP (listes A+B)

•Mission 6 : Réalisation de Rapport de repérage amiante avant-vente (RAAV)

•Mission 7 : Repérage amiante avant travaux (RAAT)

•Mission 8 : Repérage amiante avant démolition (RAAD)

•Mission 9 : Identification du risque amiante et HAP dans les enrobés

1.6 Connaissance des prestations

Le titulaire est réputé avoir, avant l'exécution du marché :

- Pris pleine connaissance de tous les documents utiles à la réalisation du marché et tous les éléments généraux et locaux en relation avec l'exécution des repérages ;
- Apprécié exactement toutes les conditions d'exécution des repérages et s'être parfaitement et totalement rendu compte de leur importance et de leurs particularités.

Il procède impérativement à la visite de l'intégralité des locaux du service ou établissement sur lesquels porte le bon de commande y compris caves, garages, clos et couvert, combles, logements de fonctions, locaux techniques, cette liste est constituée d'exemples et n'est pas exhaustive.

Chapitre 2 - Conditions d'intervention du titulaire

2.1 Généralités

Le titulaire accepte, au titre de sa mission, de travailler en parfaite collaboration avec d'autres entreprises ou prestataires qui pourraient être en activité sur le même site ou bâtiment.

Les certifications et accréditations étant susceptibles d'évolutions, le titulaire garantit le pouvoir adjudicateur de l'informer et de lui présenter les certifications conformes et à jour lui permettant d'exécuter les prestations objet du marché.

2.2 Intervenants

Pour garantir la parfaite exécution de la prestation, le Titulaire s'engage à mettre en place les intervenants suivants :

2.2.1 Chef de Projet Titulaire

Le titulaire désigne, dès la notification de l'accord-cadre, un Chef de projet pour le représenter valablement pour l'ensemble des missions qui lui sont confiées par l'ensemble des Services bénéficiaires et ayant pouvoir d'engager le titulaire. Il est l'interlocuteur privilégié de la PFRA de Normandie.

Ce responsable désigné est notamment chargé de coordonner les différentes étapes des prestations confiées, de s'assurer que les interventions sur site se déroulent conformément aux dispositions du marché et ne portent pas atteinte à la jouissance des locaux par leurs occupants. Il assure le suivi administratif du marché à l'égard de la PFRA de Normandie.

Il établit et présente le rapport annuel d'activité décrit au CCAP.

2.2.2 Opérateurs de repérage (Certification et formation)

Pour chaque site devant faire l'objet d'une visite, le Titulaire désigne un collaborateur chargé d'exécuter la mission selon les modalités définies au CCAP. L'opérateur de repérage doit être certifié avec mention ou sans mention conformément à l'Arrêté du 24 décembre 2021, selon la mission commandée.

Il doit être formé à la prévention contre les risques d'exposition à l'amiante, selon les modalités définies par l'arrêté prévu à l'article R. 4412-117 du Code du travail (formation SS4).

A noter que le Titulaire doit intégrer dans ses équipes un encadrant de chantier SS4 et un encadrant technique SS4 ou un encadrant mixte (chantier et technique) SS4.

Les CV présentés dans l'offre sont contractuels. En cas de proposition de remplacement d'un intervenant par un autre, son profil doit être équivalent et être présenté dans les conditions décrites au CCAP. La décision de récusation prise par le Pouvoir Adjudicateur ou le service bénéficiaire est motivée.

Les évolutions, en cours de marché, de la réglementation en matière de certification et formation, indispensables à l'exécution des prestations dues, sont pleinement applicables.

2.2.3 Laboratoires cotraitants ou sous-traitants (Certification et accréditation)

Le ou les laboratoires d'analyses doivent être accrédités COFRAC (programme LAB GTA 44) ou équivalent, suivant les conditions prévues dans la norme NF EN ISO 17025 **et le référentiel technique COFRAC.**

L'opérateur de repérage ne peut faire appel qu'à un laboratoire accrédité par le COFRAC ou utilisant les conditions d'accréditation équivalentes.

En cas de changement de laboratoire d'analyses, le titulaire doit impérativement transmettre les justificatifs d'accréditation COFRAC ou équivalent du nouveau laboratoire.

Les certifications et accréditations étant susceptibles d'évolutions, le titulaire garantit le pouvoir adjudicateur de l'informer et de lui présenter les certifications et accréditations conformes et à jour lui permettant d'exécuter les prestations objet du marché.

2.3 Contrainte d'exécution des missions et phasage

Le titulaire tient notamment compte :

1. Des aléas et sujétions habituels aux interventions en site occupé ;
2. Des interfaces avec l'existant ;
3. De la gêne résultant des activités d'un immeuble occupé, notamment du trafic des véhicules et des personnes accédant à celui-ci ;
4. De l'ensemble des contraintes spécifiques au site ;
5. Des mesures et dispositions à prendre en vue d'assurer la sécurité des personnes et des biens dans le respect de la réglementation en vigueur et au regard du contexte particulier de l'accord cadre.

L'Administration se réserve le droit de réaliser des phasages d'intervention. Le titulaire doit prendre en compte les différentes zones suivantes, sans que la liste soit exhaustive :

- Zones concernées par une activité et/ou un passage permanent
- Zones de bureaux
- Zones en occupation 24h/24h
- Zones extérieures (parking ouverts, toitures comprises)
- Zones techniques tels que chaufferies, vide-sanitaire, locaux chauffage, ventilation, climatisation et désenfumage (CVCD), locaux plomberie, sécurité incendie, machineries ascenseurs et monte-charges...
- Parkings couverts

En fonction des zones et de l'activité, les mesures compensatoires suivantes doivent être prises :

- Au besoin calfeutrement étanche des zones d'intervention afin de gérer le risque de pollution par émission non contrôlée de fibres d'amiante (donnant lieu à devis complémentaire),
- Protection des matériels non évacués,
- Gestion des nuisances sonores par adaptation des heures de travail en fonction des zones,
- Intervention en horaires décalés (de « nuit », le samedi et le dimanche et les jours fériés) pour les zones particulièrement sensibles et dont l'activité ne peut être transférée ;
- Balisage des zones réglementaire et étiquetage ;
- Rebouchage des dégradations consécutives aux prélèvements et sondages, sauf contre-ordre par le service bénéficiaire ou intégrité de l'étanchéité (hors d'eau).

L'attention du titulaire de l'accord cadre est attirée sur le fait que ses interventions se déroulent principalement dans des sites en activité.

En cas d'intervention en site occupé, le titulaire joint à sa proposition, sa procédure listant les mesures prises pour protéger et mettre en sécurité les personnes à proximité.

Par conséquent, **le titulaire intervient selon un mode opératoire SS4 déjà validé par un**

chantier test avec un empoussièrement inférieur à celui fixé par le Code de la Santé Publique, à savoir < 5 fibres/L. Lors de ses investigations, **l'opérateur de repérage intervient dans des locaux sans public le temps que les sondages et prélèvements soient réalisés.** L'opérateur de repérage prend soin de parfaitement nettoyer et remettre en place chaque élément déplacé. À la fin de son intervention, tout processus étant validé avec un empoussièrement inférieur à 5 fibres/L, les occupants peuvent réoccuper la pièce investiguée.

Le personnel intervenant, désigné par le titulaire, doit pouvoir justifier à tout moment de son identité auprès des représentants des directions et personnels de chaque site, par la présentation d'une carte professionnelle.

Le personnel d'intervention doit être habilité à intervenir sur tous les matériaux et locaux concernés.

2.4 Mode opératoire SS4

Le titulaire joint à sa proposition les modes opératoires relevant des dispositions de la sous-section 4 du Code du Travail tels que définis à l'article R4412-145 du Code du Travail pour chaque processus susceptible d'être mis en œuvre lors de la mission.

Ces modes opératoires doivent définir :

- Le niveau d'empoussièrement de chaque processus qui doit être justifié par un mesurage antérieur lorsqu'il existe ou par les pièces sur lesquelles le titulaire se fonde pour estimer le niveau d'empoussièrement de son/ses processus, ainsi que les dispositions qu'il entend prendre (mesurages sur opérateur) afin de conforter cette estimation ;
- Les dispositifs de protection mis en place, en particulier, pour la protection des surfaces en milieu intérieur ;
- Les dispositifs de protection individuelle mis en place ;
- Les procédures d'habillage et de décontamination ;
- Les procédures de gestion des déchets (retrait et traitement).

Les modes opératoires sont rédigés par un encadrant technique SS4.

Sur sites en activité, le titulaire intervient selon un mode opératoire SS4 déjà validé avec un empoussièrement inférieur à celui fixé par le Code de la Santé Publique, à savoir < 5 fibres/L.

Il est de la seule responsabilité de l'opérateur de repérage, en accord avec l'objet et le périmètre de la mission de repérage qui lui est confiée, de déterminer l'emplacement et le nombre de prélèvements à réaliser. Ces derniers ne sauraient être déterminés en amont par le service bénéficiaire.

Les ascenseurs, la gaine, la cabine, les portes palières et l'emplacement de la "boîte palière à bouton" sont examinés individuellement. Ils ne peuvent faire l'objet d'une appréciation par similitude d'ouvrage. Le titulaire le précise dans sa stratégie pour les prélèvements.

2.5 Documents et données fournis par le service bénéficiaire

Un dossier est remis au titulaire au moment de la survenance du besoin, et joint parallèlement au bon de commande. Selon les prestations commandées, le dossier comprend :

- une description détaillée de l'objet et du périmètre des travaux dans le cadre d'un repérage avant travaux ou avant démolition ;

- les surfaces et la schématisation des niveaux (plans d'évacuation) ;
- les plans de l'immeuble et la destination des zones concernées par la mission ;
- l'historique du bâtiment (construction, notamment, si elle est connue, la date de délivrance du permis de construire, modification, réhabilitation, destination des locaux actuelle et passée) et les documents dont il dispose concernant les équipements et installations s'y trouvant ;
- le(s) DTA, les rapports de repérages correspondant à des missions antérieures devant y être annexés ;
- le dossier d'intervention ultérieur sur l'ouvrage lorsqu'il existe.

2.6 Déplacement de mobilier

En fonction de la mission, le donneur d'ordre procède ou fait procéder, avant intervention du titulaire, au déplacement des mobiliers, aux démontages nécessitant des outillages et/ou aux investigations approfondies destructives, avec les moyens et protections appropriés, demandés par le titulaire.

2.7 Accessibilité aux bâtiments

2.7.1 Engagements du maître d'ouvrage

- permettre au Titulaire l'accès aux lieux sur lesquels il doit intervenir (clé – badge – passe – code d'accès...) ;
- fournir à la demande du Titulaire toutes les informations dont il dispose, nécessaires à la bonne exécution des prestations.

2.7.2 Engagements du titulaire

- conserver précieusement les modes d'accès (clé – badge – passe – code d'accès...) qui lui sont prêtés sur la durée de l'intervention ;
- remettre ces accès, selon les modalités convenues avec le service bénéficiaire au moment de la commande. Généralement, ces modalités seront : soit à chaque sortie d'une zone ou bâtiment, soit chaque soir, soit à l'issue de la partie de la mission se déroulant sur site ;
- supporter les conséquences en cas de perte ou de non restitution de ces modes d'accès, dans les conditions définies au CCAP ;
- respecter le règlement intérieur des établissements et immeubles ;
- respecter et faire respecter la jouissance paisible des lieux ;
- limiter le bruit en privilégiant les heures creuses, respecter les créneaux horaires autorisés ou réglementaires ;
- informer le donneur d'ordre de la nécessité de la présence de personnes dûment habilités pour la visite de certains locaux (ascenseurs, transformateurs...etc)

2.7.3 Travail en hauteur

Lors de la première visite du site concerné, conjointement faite par le représentant compétent du service bénéficiaire et celui du titulaire, ce dernier doit signaler au Maître d'Ouvrage le matériel nécessaire à l'exécution de sa prestation tels que :

- PIRL (plate-forme individuelle roulante/légère) ou gazelle,
- échafaudage roulant nécessitant la présence de 2 opérateurs sur le plateau,
- nacelles autoportées à mouvement électrique ;

et convenir avec lui de la mise à disposition éventuelle des moyens de levage spécifiques et appropriés pour accéder aux zones en hauteur et difficile d'accès (cf. paragraphe 4.3.2 de la norme NF X 46-020 ou équivalent).

Dans le cas où le service bénéficiaire ne dispose pas de ces moyens ou n'a pas la possibilité d'en disposer, par dérogation au paragraphe 4.3.2 de la norme NFX 46-020, le titulaire les

fournit et ajoute au devis, conformément au bordereau de prix contractuel (annexe 1 de l'acte d'engagement), la ligne des frais occasionnés par cette mise à disposition dont :

- la mise à disposition des moyens de levage spécifiques et appropriés pour accéder aux zones en hauteur et difficiles d'accès ;
- l'acheminement, manipulation et repli, par le personnel qualifié, des moyens de levage ;
- l'intervention de personnel habilité CACES dont il dispose en propre ou accompagné par un conducteur titulaire du CACES et tout niveau d'accréditation nécessaire à la manipulation des moyens de levage nécessaires à l'accomplissement de la mission. ;
- polices d'assurances correspondantes.

En cas de configurations atypiques nécessitant des moyens spécifiques dont le titulaire ne dispose pas directement, la location auprès d'un tiers est effectuée par le service bénéficiaire.

Lorsqu'elle est indispensable, la nécessité d'intervention de cordistes diplômés est signalée par le titulaire au service bénéficiaire. Cette prestation est hors périmètre du marché. Le titulaire est alors dispensé de procéder au repérage sur la zone concernée. C'est le seul cas où la mention « non visité » peut figurer au rapport.

2.8 Sécurité

En application des articles R. 4511-1 à R. 4514-10 du Code du travail, un plan de prévention doit être établi préalablement à la visite. Les risques étant propres à chaque site, le titulaire prend l'attache des responsables des services techniques ou des responsables des sites bénéficiaires concernés, pour l'établissement du plan de prévention.

2.9 Protections des installations existantes

Le titulaire prend toutes les dispositions pour la protection des existants (bâchage des matériels sensibles, SAS de sécurité etc...).

Toutes les dégradations survenues durant l'exercice du contrat du fait du titulaire font l'objet d'une remise en état à l'identique (dont rebouchage, garniture, ratissage, collage etc) à la charge du titulaire dans un délai immédiat. De plus, le titulaire garantit la propreté des lieux en toute circonstance concernant chaque zone de prélèvement et hors zone de prélèvement.

Hors prélèvements destructifs, dont le service bénéficiaire a été préalablement informé, tous les dégâts ou interruptions de service qui peuvent résulter de la faute du titulaire sont réparés à ses propres frais.

À défaut d'exécution rapide de ces réparations, le Service Bénéficiaire peut, après une mise en demeure infructueuse, les faire exécuter aux frais du titulaire dans les conditions définies au CCAP.

2.10 Matériel – Lutte contre le bruit et l'émission de poussières

Les engins utilisés à l'intérieur des locaux sont manuels ou à énergie électrique. Ils doivent être munis des derniers perfectionnements techniques réduisant leur niveau sonore. Aucun appareil équipé de moteur à explosion n'est toléré. Le matériel roulant est équipé de roues pneumatiques.

Les matériels de chantier sont conformes à l'arrêté du 18 avril 2002, pris en application de la directive européenne 2000/14/CE, qui réglemente les émissions sonores de la quasi-totalité des engins et matériels de chantier.

Toutes dispositions utiles doivent être prises (organisation du chantier, démarche de sensibilisation des personnels) pour réduire le bruit au niveau le plus bas possible compte tenu des techniques.

En aucun cas le titulaire ne pourra disposer et utiliser le matériel appartenant à l'Administration, sauf sur autorisation écrite transmise par voie postale ou par courriel, le maître d'ouvrage peut mettre à disposition un appareil élévateur de personne sous réserve que l'opérateur soit habilité CACES ou accompagné par un conducteur titulaire du CACES, et titulaire de l'autorisation de conduite rendue obligatoire par l'article R. 4323-56 du code du travail.

Le titulaire privilégie l'utilisation de matériels pas ou peu émissifs en poussières, que ce soit pour la réalisation d'investigations approfondies, de sondages ou de prélèvements.

Le titulaire dispose de l'ensemble du matériel nécessaire à la restauration des surfaces et éléments prélevés de sorte à empêcher la propagation éventuelle de fibre dans l'air.

2.11 Nettoyage

Le titulaire prend toutes les dispositions nécessaires pour le nettoyage et l'évacuation des déchets. Le nettoyage est exécuté avec un aspirateur à filtre à très haute efficacité (THE) et des lingettes humides afin d'éviter toute propagation des poussières générées lors des sondages et prélèvements.

Remarque : Les déchets liés au fonctionnement d'un chantier (EPI, filtres, films plastiques et bâches type Polyane®...) sont de la responsabilité de l'entreprise qui réalise les prélèvements. La prise en charge financière du traitement de ces déchets est incluse dans les prix de la mission.

2.12 Stabilisation et rebouchage

En complément de l'annexe C de la norme NF X 46-020, l'opérateur de repérage doit, à l'issue des phases de prélèvement :

- Nettoyer le secteur où a été effectué le prélèvement ;
- Stabiliser le secteur où a été effectué le prélèvement.
- Nettoyer impérativement la zone d'intervention ;
- Éliminer tout débris résultant de son intervention.

Le rebouchage de tout sondage et prélèvement est obligatoire. Les composants et surfaces ayant fait l'objet d'un prélèvement sont restaurés (remontés, refixés, fermés, rebouchés, selon la situation) de manière à éviter tout risque de propagation de fibres. Le titulaire est tenu de remettre les supports en état de propreté et de sécurité, après investigations, afin de ne pas mettre en péril le clos/couvert et la stabilité de l'ouvrage, que les prélèvements n'affectent pas l'exploitation des locaux. Le titulaire procède à la cicatrisation des surfaces à l'endroit des prélèvements ou sondages systématiquement. Par exemples, utilisation de résine pour les dalles de sol, plâtre pour les murs et MAP pour la faïence.

Concernant les sondages, il est demandé d'appliquer les mêmes dispositions que pour les prélèvements.

Une attention toute particulière est portée sur la propreté des zones dans lesquelles l'opérateur de repérage intervient.

Lorsque le sondage ou le prélèvement impacte l'étanchéité de l'ouvrage, la nécessité de l'intervention d'un étancheur ayant la qualification SS4 est signalée par le titulaire au service bénéficiaire avant tout commencement d'acte destructif. Cette prestation de cicatrisation, par un opérateur tiers, est hors périmètre du marché. Compte tenu de la nécessité de coordonner l'opérateur et l'étancheur, les délais d'exécution sont fixés entre le Service bénéficiaire et le titulaire dans une annexe au bon de commande.

Rappel :

Un **sondage** est une *"action qui permet de s'assurer que des matériaux ou produits sont semblables dans le but, notamment, de déterminer des zones présentant des similitudes d'ouvrage"*. Il peut s'agir d'un sondage destructif ou non. Il s'accompagne d'un constat visuel.

Un **prélèvement** est quant à lui *"l'acte de prélever une partie représentative d'un (ou plusieurs) produit(s) ou d'un (ou plusieurs) matériau(x)"*. L'objectif d'un prélèvement est de le faire analyser par un laboratoire d'analyse.

Chapitre 3 – Modalités communes aux livrables

3.1 Format des livrables et des documents

Chaque document est remis à la PFRA sous les formats issus de la suite bureautique libre et gratuite LibreOffice, c'est-à-dire .ODT, .CALC, .ODP. ou ceux issus de la suite bureautique Microsoft Office ou au format .pdf. Le format des livrables et documents remis à chaque service bénéficiaire, dans le cadre de l'exécution des missions décrites au présent CCTP, est déterminé à la passation de la commande.

3.2 Sécurisation des résultats et des documents

Le titulaire du marché ne peut publier ni diffuser, même auprès des occupants de l'immeuble objet des prestations, les résultats, sans l'accord préalable et expresse du service bénéficiaire ayant émis la commande, du fait de son obligation de respecter la confidentialité fixée à l'article 5 du CCAG-PI, complétés le cas échéant par des dispositions spécifiques prise lors de la passation des bons de commande. Le titulaire n'est, notamment, pas autorisé à utiliser, en dehors de l'exécution du présent accord-cadre, ou diffuser les plans et modélisations des immeubles, même établis par ses soins.

3.3 Actualisation du Dossier Technique Amiante (DTA) suite à intervention du diagnostiqueur

Pour être complet, le dossier technique amiante doit contenir tous les éléments décrits à l'article R1334-29-5 du code de la santé publique, à savoir :

- ✓ Les rapports de repérage des matériaux et produits des listes A et B contenant de l'amiante conformément à l'annexe 13-9 du code de la santé publique (et ponctuellement sur des matériaux de la liste C lorsque des intervenants sont susceptibles d'y intervenir dans le cadre d'une maintenance (ex : Clapets coupes feu, volets coupe-feu)
- ✓ Les résultats des évaluations périodiques de l'état de conservation (liste A, B)

- ✓ Les mesures d'empoussièrement qui ont été réalisées
- ✓ Les documents relatifs aux travaux de retrait, de confinement ou recouvrement de matériaux et produits contenant de l'amiante,
- ✓ Les éventuelles mesures conservatoires mises en œuvre
- ✓ Les éléments relatifs aux matériaux et produits contenant de l'amiante découverts à l'occasion de travaux ou d'opérations d'entretien ou de maintenance,
- ✓ Les recommandations générales de sécurité (procédures d'intervention, de gestion et d'élimination des déchets)
- ✓ Une fiche récapitulative tenue à jour

Les services bénéficiaires mettent à la disposition du titulaire une copie du dossier technique en leur possession, comprenant le rapport de visite précédent, le DTA et la fiche récapitulative.

Pour chacun des sites visités, le titulaire annexe les documents au dossier technique amiante, suite à l'exécution de ses prestations, et met à jour la fiche récapitulative.

Les matériaux dégradés doivent être localisés sur un plan **et photographiés en plan suffisamment large dans une résolution suffisante pour identifier le composant concerné et sa localisation.**

3.4 Intégration des livrables sur la plateforme DTA-Thèque de l'État

Les services de l'État ont recours à l'application Amiante360 développée par Sogelink pour la gestion du risque amiante au sein des bâtiments de l'État, au travers d'une application du système d'information immobilier de l'État appelée « DTA-Thèque » mise en œuvre par la Direction de l'immobilier de l'État (DIE).

Le titulaire du marché devra donc, **si le service bénéficiaire en fait la demande**, déposer sur cette « DTA-Thèque » tous les nouveaux DTA, mises à jour du DTA, repérages amiante des services de l'État. Cette prestation est comprise dans les prix forfaitaires du BPU.

3.4.1 Au début de la mission

Le cas échéant, le service de l'État enverra des « invitations » via Amiante360. Ces invitations seront en lien avec le bon de commande dans le cadre du présent marché.

Le maître d'ouvrage donnera les accès au titulaire pour se connecter au logiciel Amiante360, qui recense l'ensemble des données digitalisées relatives à l'amiante pour la totalité des locaux du service de l'État. Ainsi, tous les DTA et autres repérages seront à la disposition de l'entreprise titulaire pour l'établissement de son analyse de risque et la préparation de ses interventions. Les plans des locaux, s'ils sont disponibles, seront aussi mis à disposition du diagnostiqueur via la solution Amiante360.

Le diagnostiqueur devra examiner les rapports de missions de repérage ou diagnostics existants au sein de la solution Amiante360 telle que mise à sa disposition dans le cadre du présent marché, et déterminer les actions nécessaires pour assurer la cohérence de l'ensemble des recherches et le récolement des résultats.

3.4.2 À l'issue de la mission

Si le service en fait la demande, chaque rapport d'expertise diagnostic sera transmis au maître d'ouvrage via la plateforme Amiante360.

Une fois le rapport validé par le diagnostiqueur, le service de l'État recevra une action « rapport à contrôler » depuis le tableau de bord fourni par la solution Amiante360.

Le maître d'ouvrage procédera alors :

- soit à l'admission du ou des rapports ;
- soit au rejet du ou des rapports en indiquant le motif du rejet. Dans le cas d'un rejet, le diagnostiqueur est tenu d'effectuer les modifications nécessaires et/ou d'ajouter les documents manquants directement dans la solution Amiante360.

Tous les rapports de repérage liés aux diagnostics amiante seront restitués dans Amiante360 sous forme de fichier informatique.

Les fichiers informatiques restent la propriété exclusive du maître d'ouvrage.

Avec la solution Amiante360, les documents réglementaires suivants seront automatiquement mis à jour et générés à chaque diagnostic complémentaire réalisé :

- Le Dossier Technique Amiante (DTA) ;
- La Fiche récapitulative ;
- Le Dossier Amiante Partie Privative (DA-PP).

Il ne sera donc plus demandé, de manière systématique, au titulaire, de réaliser ces mises à jour. Toutefois, les services bénéficiaires peuvent en faire la demande.

3.4.3 Modalités d'accès à la DTA-Thèque/ Amiante360

3.4.3.a) Accès direct à l'applicatif

Afin de privilégier le travail collaboratif et la dématérialisation des échanges, le service bénéficiaire donne accès directement à la solution Amiante360 (accès sécurisé et restreint) aux diagnostiqueurs.

Une interface est mise à disposition du service bénéficiaire et permet d'inviter le(s) diagnostiqueur(s) à venir se connecter uniquement sur le ou les bâtiments souhaités. Les diagnostiqueurs peuvent saisir leurs rapports directement dans la solution web ou sur tablette mobile.

En cas de problème lors de la saisie, le titulaire peut contacter directement l'assistance de la société Sogelink pour régler les différentes problématiques rencontrées (téléphone, mail et chat).

Depuis cet espace dédié, le diagnostiqueur de repérage peut consulter l'historique des précédents rapports. Il aura également la possibilité de naviguer sur la cartographie dynamique avec la matérialisation des matériaux amiantés et des prélèvements antérieurs.

La solution Amiante360 permet la saisie dématérialisée des rapports amiante, sous un modèle conforme à la norme NFX46-020, par le diagnostiqueur, sur la version web. Des pièces jointes pourront être ajoutées (les résultats d'analyse des laboratoires, photographies, etc.).

3.4.3.b) Accès via API

Sogelink met à disposition une bibliothèque d'API pour les diagnostiqueurs qui le souhaitent. Cette « boîte à outils » permet à tout diagnostiqueur de repérage de créer un lien entre leur solution et Amiante360. Ainsi, les rapports amiante édités depuis une autre plateforme, peuvent être réintégrés sur la solution web. La fourniture de la bibliothèque d'API sera communiquée sur demande.

3.4.3.c) Accès via import de fichiers .CSV

Sogelink met à disposition du titulaire des fichiers standardisés d'import afin de collecter les données des rapports de repérages dans le cas où le diagnostiqueur ne souhaite pas paramétrer d'API. Dans ce cas, et si des plans des bâtiments existent dans la solution, le diagnostiqueur devra après import, positionner sur les plans les repérages de manière graphique pour clôturer sa mission.

3.4.4 Mesures de sécurité liées à l'utilisation de la DTA-Thèque (Amiante 360)

Le diagnostiqueur devra prendre toutes les mesures nécessaires en matière de sécurité de son système d'information et des matériels associés.

Ces mesures sont destinées à assurer la sécurité des données et fichiers qui auront vocation à être intégrées dans la DTA-Thèque.

Le diagnostiqueur s'engage à réaliser les actions suivantes :

Politique matérielle de sécurité face aux menaces internes et externes :

- Veiller à ce que son système de sécurité interne (firewall) soit à jour ;
- Veiller à ce que chaque poste de travail (outils fixes et nomades) utilisé :
 - dispose d'un système de sécurité à jour et fasse l'objet d'une utilisation nominative avec un mot de passe sécurisé (et interdiction de communiquer ses identifiants à une tierce personne)
 - dispose d'une veille automatique ou d'un verrouillage manuel en cas d'absence momentanée
- Sécuriser l'accès aux plateformes informatiques externes et plus précisément l'accès, le partage et le transfert des données ;

Politique de sécurité adaptée aux éléments ayant vocation à transiter dans la DTA-Thèque :

- Déposer dans la DTA-Thèque uniquement des fichiers dont il est en capacité de garantir l'innocuité (ces fichiers pourront avoir fait l'objet d'un scan préalable via un Antivirus présent sur l'outil de travail de l'utilisateur) ;
- S'assurer, dans la limite de ses attributions, que seuls des moyens de communication sécurisés seront utilisés pour transférer les données ayant vocation à transiter par la DTA-Thèque ;
- Adopter toutes les stratégies de sécurité adaptées pour toute donnée présente dans ses outils fixes et nomades ;

Évaluation et sensibilisation aux mesures de sécurité :

- Évaluer régulièrement l'efficacité des mesures de sécurité en œuvre pour garantir leur réévaluation et la mise en œuvre de mesures adaptées à l'aune des éventuelles menaces identifiées (une procédure pourra être mise en œuvre au sein de la société) ;
- Mettre en place une procédure de gestion de déclaration de perte de matériels et les mesures permettant de limiter les risques associés à un vol ou une perte de matériel (gestion du parc informatique, authentification, chiffrement des données, etc.) ;
- Sensibiliser aux exigences de sécurité et informer l'ensemble de son personnel, par tout moyen à sa convenance ;
- Décliner auprès de ses éventuels sous-traitants les dispositions stipulées au présent article.

Cet engagement de sécurité reste en vigueur pendant toute la durée du marché.

Chapitre 4 – Description des missions

4.1 Préparation préalable aux opérations de repérages

Ces missions peuvent être réalisées dans des bâtiments occupés ou non et aux contraintes d'accès et d'exécution variables. Il y a lieu en conséquence de distinguer dans le BPU les bâtiments :

- en exploitation et d'usage normal - exemple : Préfecture
- situés sur des sites sensibles - exemple : maison d'arrêt
- de type garages et hangars sécurisés ou non

Le titulaire établit le planning prévisionnel conformément aux dispositions du C.C.A.P.

Le Maître d'Ouvrage met à disposition de l'opérateur de repérage les documents disponibles décrivant les ouvrages, produits et matériaux relatif au bien immobilier concerné :

- plans ou croquis, correspondants à chaque niveau de l'immeuble ;
- rapports de mission de repérage ou diagnostics antérieurs et informations sur les travaux déjà réalisés, pour assurer la cohérence de l'ensemble des recherches et le récolement des résultats ;
- le cas échéant (RAAT et RAAD), le programme détaillé des travaux afin de déterminer le périmètre et le programme de repérage.

Le Maître d'Ouvrage (ou son représentant) prépare et finalise avec l'opérateur de repérage le plan de prévention relatif à l'opération de recherche des matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante en tenant compte notamment des modalités d'accès aux locaux et aux parties d'ouvrage ainsi que l'occupation desdits locaux, afin de prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer la sécurité de toutes les personnes présentes lors de la mission de repérage.

L'opérateur de repérage, lorsque sa mission consiste à compléter ou actualiser des repérages précédemment réalisés, **veille à la cohérence de l'ensemble des recherches et au récolement des résultats.**

Au cours de la préparation de la mission, le Maître d'Ouvrage précise les conditions d'accès à l'ensemble des locaux à visiter. Il assure la mise à disposition ou transmet à l'accompagnateur désigné, éventuellement à l'opérateur de repérage, l'ensemble des clés, badges, codes, etc. nécessaires à l'accès aux immeubles.

Pour les locaux présentant des particularités d'accès tels que les locaux techniques, ascenseur, chaufferie, etc., le Maître d'Ouvrage informe, au préalable, les exploitants/mainteneurs de ces locaux et en fournit la liste à l'opérateur de repérage où sont mentionnées toutes les coordonnées du (des) correspondant(s) à contacter afin que l'opérateur de repérage puisse organiser avec ce(s) dernier(s) les modalités nécessaires aux visites des locaux en question.

Pour ces locaux, le Maître d'Ouvrage donne l'habilitation nécessaire à l'opérateur de repérage et informe, les exploitants/mainteneurs des équipements techniques des conditions d'exécution des opérations de repérage.

Pour accéder à tous les volumes, le titulaire se munit des moyens nécessaires pour accéder aux colonnes montantes, chaufferie collectives ou autres (carrés adaptés, clé tricoise universelle, échelle télescopique et autres).

Lorsque l'opérateur de repérage est en possession de toutes les informations et éléments qui lui sont nécessaires, il définit les actions à mener et établit le plan d'intervention suivant :

1 – Étude des éléments fournis par le Maître d'Ouvrage. L'opérateur de repérage cible alors les résultants antérieurs, les réserves, les parties non visitées, les contraintes d'accès, etc.

2 – Visite préalable et reconnaissance sur site pour constater les observations faites lors de l'étude documentaire, définir les éventuels démontages et déplacements de mobilier nécessaires, confirmer les moyens de levage à mobiliser, déterminer un cheminement logique permettant la visite systématique de toutes les parties de l'immeuble bâti. Cette visite peut être réalisée au démarrage de la mission.

3 - Investigations pour la réalisation des sondages et des prélèvements.

4 - Rédaction et transmission du rapport conformément aux clauses du présent CCTP, CCAP et des éventuelles précisions inscrites au bon de commande.

4.2 Modalités de repérage

L'opérateur de repérage est seul juge, sous sa propre responsabilité, du choix méthodologique des actions de repérage auxquelles il procède en cohérence avec la description qu'il a faite au préalable au service bénéficiaire et dans le respect de la réglementation.

Dans un premier temps, l'opérateur de repérage recherche les composants de la construction qui correspondent aux listes définies en annexe du Code de la Santé Publique, des arrêtés ou/et de la norme, en fonction des types de missions de diagnostics décrites ci-dessous. Il constate la présence de matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante, accessibles sans travaux destructifs dans le cadre de l'établissement de DTA, EEC, DA-PP, RAAV et missions connexes.

En dehors de l'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante (liste A + B), s'il est informé (rapports précédents/informations documentaires, résultats d'analyse élargis, etc.) de la présence d'autres produits ou matériaux réputés contenir de l'amiante, il les repère également. Il examine de façon exhaustive tous les locaux du périmètre de sa mission. Il définit et justifie les zones présentant des similitudes d'ouvrage afin d'optimiser les investigations à conduire et justifier le nombre de prélèvements qui est transmis pour analyse.

Dans le cas où certains locaux ne peuvent pas être visités par défaut d'accessibilité, il convient de transmettre la liste de ces locaux au Service Bénéficiaire dans les plus brefs délais et nécessairement avant la rédaction du rapport. Une seconde visite est organisée pour les locaux restant à inspecter. Dans le cadre du présent marché, aucune mention « non inspectée par défaut d'accessibilité » n'est acceptée en dehors d'un accès nécessitant l'intervention de cordistes.

Dans un second temps, et pour chacun des ouvrages ou composants repérés, en fonction des informations dont l'opérateur de repérage dispose et de sa connaissance des matériaux et produits utilisés, il atteste, de la présence ou de l'absence d'amiante au niveau des composants de la construction, objets de sa mission de diagnostic. Il distingue dans son rapport ainsi que sur les plans et croquis, de manière claire et non ambiguë les matériaux présentant des caractéristiques physiques ou techniques similaires qui renferment ou ne renferment pas d'amiante.

La recherche des matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante **ne peut pas être réalisée de manière statistique.**

Dans le cadre de tout repérage amiante avant travaux ou avant démolition, l'intégralité des matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante doivent être repérés. Ces matériaux et produits sont en partie rappelés par la liste C de l'annexe 13-9 du Code de la Santé Publique. Il est toutefois rappelé que cette liste n'est pas exhaustive, comme évoqué à l'article 4 de l'arrêté du 26 juin 2013.

4.2.1 Sondages

Le titulaire qui reçoit une mission complète de repérage ne peut limiter son intervention à un simple contrôle visuel ni à certaines parties de l'immeuble, il procède à une recherche systématique, il met en œuvre tous les moyens nécessaires à la bonne exécution de sa mission, notamment par des sondages sonores en cas de sondage non destructif ou par des grattages ponctuels. Il est globalement soumis, dans l'exécution des prestations, à une **obligation de moyens renforcés, de prudence et de diligence.**

Pour remplir à bien ses missions, il doit mettre en œuvre tout moyen reconnu efficient et ayant fait ses preuves dans la profession au jour de l'exécution de la prestation.

Les investigations, sondages, prélèvements et analyses sont réalisées conformément à la norme NF X 46-020 dans sa dernière version en vigueur ou équivalent et selon les conditions plus contraignantes éventuellement précisées au bon de commande.

Dans le cas de contradictions, le titulaire en fait l'observation détaillée, par écrit, transmise par voie électronique et applique par priorité la réglementation en vigueur la plus contraignante.

Chaque sondage faisant suite à des investigations approfondies, à l'utilisation d'outil de mesure ou à des prélèvements d'échantillons devront être localisés sur une cartographie.

4.2.2 Prélèvements

Le prélèvement est la partie représentative d'un ou plusieurs produits ou d'un ou plusieurs matériaux destinée au laboratoire. Il permet de dissocier les différentes couches pour les examiner et les analyser séparément en vue d'identifier celles qui contiennent de l'amiante.

L'opérateur de repérage définit à lui seul, parmi les matériaux ou produits repérés, ceux qui doivent faire l'objet d'un ou plusieurs prélèvements. L'échantillon doit être représentatif et en quantité suffisante pour permettre une description macroscopique, une analyse et contre analyse par un laboratoire accrédité.

Sachant qu'il est parfois techniquement impossible de dissocier certaines couches de matériaux lors du prélèvement (couches de peinture superposées par exemple), il est attendu de la part du diagnostiqueur qu'il précise au laboratoire quelle(s) couche(s) doit(vent) être analysée(s) et qu'il veille à prélever, pour chacune des couches concernées, suffisamment de matière pour permettre les dites analyses.

Le titulaire prend soin d'étiqueter, de numéroter et de repérer ses échantillons conformément aux dispositions de l'annexe de l'arrêté du 1er octobre 2019, et établit une fiche de prélèvement.

Chaque localisation de prélèvement est photographiée avec deux photographies par prélèvement (une en plan large de la pièce et une sur le prélèvement) annexées au rapport. Les photographies sont d'une résolution suffisante pour que soit clairement reconnue la zone concernée.

Suite au prélèvement, les zones d'intervention sont aspirées au moyen d'un aspirateur THE et les composants et surfaces sont restaurés (remontés, refixés, fermés, rebouchés, selon la situation) de manière à éviter tout risque de propagation de fibres.

Le titulaire est tenu de remettre les supports en état de propreté et de sécurité, après investigations, afin de ne pas mettre en péril le clos/couvert et la stabilité de l'ouvrage.

En cas de repérage avant démolition, les prélèvements font l'objet d'un marquage indélébile in situ avec un identifiant unique (numéro, code...). Le titulaire assure la stabilisation du point de prélèvement pour non propagation.

4.2.3 Analyse des échantillons

Le Service Bénéficiaire transmet au titulaire un bon de commande complémentaire dans les conditions décrites au CCAP. Le diagnostiqueur fait parvenir, dès réception du bon de commande, ses échantillons (numérotés A), accompagnés des fiches de prélèvement correspondantes, au laboratoire accrédité co-traitant ou sous-traitant déclaré dans le marché.

Les analyses des échantillons de ces produits et matériaux sont réalisées par un organisme accrédité pour la recherche d'amiante dans les matériaux suivant les méthodes analytiques définies par l'arrêté du 1 octobre 2019 relatif aux modalités de réalisation des analyses de matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante, aux conditions de compétences du personnel et d'accréditation des organismes procédant à ces analyses.

En cas de matériaux constitués de plusieurs couches, chaque couche dissociable d'un échantillon, dont la quantité de la prise d'essai est suffisante, fait l'objet d'un essai, lequel constitue une prestation en tant que telle. Le nombre d'essais correspond alors au nombre de couches qui constituent l'échantillon ou dont l'analyse a été demandée par l'opérateur de repérage.

Le titulaire est responsable de chaque échantillon et de leur acheminement. **La perte ou dégradation d'un échantillon pendant son transport est constitutif d'une faute.** Les conséquences découlant de cette perte ou dégradation sont à la charge, unique et dans leur intégralité, du titulaire.

Dans le cadre du présent marché, **seules des analyses META sont réalisées.** Les couches sont, dans la mesure du possible, dissociées in situ afin qu'un prélèvement corresponde à un essai d'analyse.

4.2.4 Évaluation de l'état de conservation des MPCA/MPSCA

Les règles d'évaluation de l'état de conservation des flocages calorifugeages et faux plafonds sont définies par les articles R1334-14 à R1334-22 du Code de la Santé Publique et par les arrêtés du 12 décembre 2012 (liste A et B). L'évaluation de l'état de conservation des flocages, calorifugeages et faux plafond est effectuée pour tous les types de diagnostic.

L'évaluation de l'état de conservation des autres matériaux contenant de l'amiante, figurant dans la liste annexée au Code de la Santé Publique, est effectuée en se fondant sur les critères définis dans les arrêtés du 12 décembre 2012.

L'opérateur de repérage précise l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante pour chacune de leurs localisations et de leurs zones homogènes.

Lorsqu'il repère un matériau ou produit dégradé contenant de l'amiante, l'opérateur de repérage est tenu de le mentionner dans son rapport, ainsi que de préconiser des mesures d'ordre général, adaptées à l'ampleur de dégradation. Ces préconisations peuvent, par exemple, consister à conseiller de remplacer un élément ou à le protéger des sollicitations mécaniques.

Pour les matériaux de la liste A, dans le cas où l'opérateur de repérage évalue l'état de conservation d'un matériau ou produit contenant de l'amiante autre qu'en évaluation périodique (Score 1), en plus des préconisations des mesures d'ordre générales, il transmet une copie du rapport de repérage au préfet du département du lieu d'implantation de l'immeuble bâti. Un arrêté des ministres chargés de la construction et de la santé précise les modalités de cette transmission.

Pour les matériaux de la liste B, dans le cas où l'opérateur de repérage évalue l'état de conservation d'un matériau ou produit contenant de l'amiante autre qu'en évaluation périodique (EP), une justification doit être fournie au maître d'ouvrage. Par ailleurs, l'opérateur de repérage doit en alerter le maître d'ouvrage afin que les actions conservatoires soient déployées dans les plus brefs délais.

4.2.5 Rapport de repérage pour les DTA, l'évaluation périodique de l'état de conservation des MPCA, les DA-PP et les RAAV.

Le titulaire rédige et transmet au Maître d'Ouvrage des rapports conformes aux exigences réglementaires en vigueur. Ces rapports indiquent notamment :

- L'identification complète de l'immeuble concerné et tout autre renseignement permettant d'identifier avec certitude le bâtiment concerné ;
- La date ou les dates d'exécution du repérage et la date du rapport ;
- L'identification et les coordonnées de l'organisme chargé de la mission ;
- L'identification et les coordonnées du commanditaire du diagnostic ;
- L'identification, la signature et le visa du ou de chaque opérateur ayant réalisé le repérage ;
- L'identification du (ou des) laboratoire(s) accrédité(s) ;
- Les documents nécessaires à la compréhension du rapport ou complétant le rapport tels que diagnostics précédents, photos, documentations techniques. Le cas échéant, les dates, références et principales conclusions des rapports précédemment réalisés ;
- La liste et la localisation des matériaux et produits repérés mentionnant pour chacun d'eux la présence ou l'absence d'amiante et le ou les critères ayant permis de conclure ;
- Les photographies des prélèvements et sondages réalisés. L'entreprise doit insérer dans son rapport deux photographies par prélèvement : une en plan large de la pièce et une sur le prélèvement. Chaque numéro de prélèvement est soigneusement repris sous les photographies ;
- Les plans permettant de localiser les étendus des matériaux et produits contenant de l'amiante, l'évaluation de leur état de conservation, les prélèvements et les sondages. Dans le cas où le MOA ne dispose d'aucun plan, le titulaire doit se charger de les reproduire en respectant les proportions de chaque local et partie d'immeuble.

Nota : Les plans sont représentés en noir et blanc dans le rapport afin de faire ressortir au mieux les couleurs schématisant les MPCA. Une attention particulière est portée sur la qualité finale et la cohérence des schémas de repérage. Par ailleurs, les légendes d'un schéma à l'autre et d'un document à l'autre doivent être similaires. Les symboles et représentation schématique doivent rester cohérents et lisibles. Leurs couleurs doivent se distinguer du noir et blanc des plans. Enfin, les schémas doivent être sur un format A4 à minima.

- Les rapports d'essais de laboratoire ;
- La copie du certificat de compétence avec mention dans le domaine amiante délivré à l'opérateur de repérage conformément aux exigences de l'arrêté pris en application ;
- Les conclusions formulées clairement et sans ambiguïté, indiquant les conséquences du repérage pour le propriétaire en termes d'obligations réglementaires.

Lorsque des matériaux et produits contenant de l'amiante de la liste A ont été repérés, les mesures d'ordre général obligatoires :

- **Score 1 : évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux effectuée dans un délai maximal de trois ans ;**
- **Score 2 : Mesure d'empoussièrement dans l'air dans un délai de 3 mois. Si $>5f/l$ d'air Score 3, si $<5f/l$ d'air Score 1 ;**
- **Score 3 : travaux de confinement et de retrait de l'amiante dans un délai de 36 mois (hors dérogation) ;**

Lorsque matériaux et produits contenant de l'amiante de la liste B ont été repérés, les mesures d'ordre général recommandées :

- **EP : évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux ;**
- **AC1 : Action corrective de premier niveau ;**
- **AC2 : Action corrective de second niveau ;**

Dans le cadre du présent marché, concernant les matériaux et produits de la Liste B, le jugement personnel de l'opérateur de repérage est limité aux matériaux et produits

inaccessibles et ne pouvant faire l'objet de prélèvements pour contraintes techniques ou de sécurité avérées.

En cas de demande complémentaire ou supplémentaire d'analyses et de prélèvements, la mise à jour du rapport est réalisée. Les prélèvements et les analyses font l'objet d'un nouveau bon de commande complémentaire.

Ces rapports sont transmis au Service bénéficiaire selon les modalités définies au bon de commande.

Le titulaire tient une réunion de restitution des résultats et la présentation de son rapport au Service Bénéficiaire donneur d'ordre. Cette réunion peut se dérouler à distance.

4.2.6 Rapport de repérage pour les repérages amiante avant travaux ou démolitions

Le titulaire rédige et transmet au Maître d'Ouvrage des rapports conformes aux exigences réglementaires en vigueur.

La présentation des rapports doit être conforme à l'arrêté du 16 juillet 2019 relatif au repérage de l'amiante avant certaines opérations réalisées dans les immeubles bâtis **et respecter les formes et contenus plus contraignants éventuellement commandés par le service bénéficiaire**

Ces rapports indiquent notamment :

- L'identification complète de l'immeuble concerné et tout autre renseignement permettant d'identifier avec certitude le bâtiment concerné ;
- La date ou les dates d'exécution du repérage et la date du rapport ;
- L'identification et les coordonnées de l'organisme chargé de la mission ;
- L'identification et les coordonnées du commanditaire du diagnostic ;
- L'identification, la signature et le visa de ou des opérateurs ayant réalisé le repérage ;
- L'identification du (ou des) laboratoire(s) accrédité(s) ;
- Les documents nécessaires à la compréhension du rapport ou complétant le rapport tels que diagnostics précédents, photos, documentations techniques. Le cas échéant, les dates, références et principales conclusions des rapports précédemment réalisés ;
- Le programme et le périmètre de repérage définis par l'opérateur de repérage ;
- La liste et la localisation des matériaux et produits repérés mentionnant pour chacun d'eux la présence ou l'absence d'amiante et le ou les critères ayant permis de conclure et, en cas de conclusion de présence d'amiante, l'estimation de la quantité ;
- Les photographies des prélèvements et sondages réalisés. L'entreprise doit insérer dans son rapport deux photographies par prélèvement : une en plan large de la pièce et une sur le prélèvement. Chaque numéro de prélèvement est soigneusement repris sous les photographies ;
- Les plans permettant de localiser les étendus des matériaux et produits contenant de l'amiante, les prélèvements et les sondages. Dans le cas où le MOA ne dispose d'aucun plan, le titulaire se charge de les reproduire en respectant les proportions de chaque local et partie d'immeuble ;

Nota : Les plans sont représentés en noir et blanc dans le rapport afin de faire ressortir au mieux les couleurs schématisant les MPCA. Une attention particulière est portée sur la qualité finale et la cohérence des schémas de repérage. Par ailleurs, les légendes d'un schéma à l'autre et d'un document à l'autre doivent être similaires. Les symboles et représentation schématique doivent rester cohérents et lisibles. Leurs couleurs doivent se distinguer du noir et blanc des plans. Enfin, les schémas doivent être sur un format A4 à minima.

- Les rapports d'essais de laboratoire ;

- La copie du certificat de compétence avec mention dans le domaine amiante délivré à l'opérateur de repérage conformément aux exigences de l'arrêté pris en application ;
- L'obligation faite au propriétaire de l'immeuble bâti concerné par la mission de repérage de conservation et de transmission de ce rapport, conformément aux exigences de l'article 11 de l'arrêté du 16 juillet 2019 ;

Conformément à l'arrêté du 16 juillet 2019, le jugement personnel de l'opérateur de repérage ne peut jamais constituer à lui seul un critère permettant de conclure à la présence ou à l'absence d'amiante dans un matériau ou un produit susceptible d'en contenir.

En cas de demande complémentaire ou supplémentaire d'analyses et de prélèvements, la mise à jour du rapport est réalisée. Les prélèvements et les analyses font l'objet d'un nouveau bon de commande complémentaire.

Ces rapports sont transmis au Service bénéficiaire selon le moyen de transmission défini lors de la commande, via Amiante360 le cas échéant.

Le titulaire tient une réunion de restitution des résultats et la présentation de son rapport au Service Bénéficiaire donneur d'ordre. Cette réunion peut se dérouler à distance.

4.3 Mission 1 – Évaluation de l'état de conservation des MPCA appartenant aux listes A+B dont actualisation des données du DTA

La mission consiste à réaliser l'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante appartenant aux listes A et B référencés dans les précédents repérages.

L'opérateur de repérage précise l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante pour chacune de leurs localisations et par zones homogènes.

Il actualise au besoin les plans permettant de localiser les matériaux et produits contenant de l'amiante, avec l'évaluation de leur état de conservation correspondante.

La mission comprend les prestations suivantes:

- l'intégration des nouveaux états de conservation aux DTA
- la consignation des résultats de l'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante de la liste A et liste B, dans la fiche récapitulative amiante du DTA.
- la mise à jour des documents graphiques si nécessaire
- l'actualisation du DTA et de sa fiche récapitulative,
- l'insertion dans DTA-Thèque, le cas échéant.

4.4 Mission 2 - Complément de DTA (listes A+B)

Le titulaire réalise un repérage amiante des listes A et B d'un périmètre ciblé à intégrer au DTA, sans que des travaux ne soient programmés, notamment dans le cas de locaux non visités lors de précédentes campagnes.

Il peut s'agir de tout type de locaux.

La mission comprend les prestations suivantes:

- L'intégration des nouveaux rapports de repérage liste A et B au DTA ;
- L'intégration des états de conservation liste A et B au DTA ;
- La consignation des résultats de l'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante de la liste A et liste B, dans la fiche récapitulative amiante du DTA ;

- La mise à jour des documents graphiques ou leur création si nécessaire ;
- L'actualisation du DTA et de sa fiche récapitulative ;
- La mise à jour des consignes de sécurité si nécessaire ;
- L'insertion dans DTA-Thèque, le cas échéant.

4.5 Mission 3 – Mise à jour et synthétisation complète de DTA ou création de DTA

Cette mission peut être commandée au titulaire, dans les cas où :

- des matériaux contenant de l'amiante ou susceptible d'en contenir n'auraient pas fait l'objet de programme d'identification au titre des précédentes campagnes de diagnostics sur les échéances réglementaires de 1998, 2005 et 2021 lancées par le Maître d'Ouvrage ;
- les résultats de ces campagnes n'auraient pas fait l'objet de l'établissement du DTA et ses annexes conforme à la réglementation.

La mission comprend la validation des précédents repérages des matériaux et produits contenant de l'amiante appartenant aux listes A et B à intégrer au DTA, l'évaluation périodique des matériaux et produits contenant de l'amiante appartenant aux listes A et B, l'inspection des zones encore non visitées et la levée de toutes les réserves, l'insertion de tous les documents liés à l'amiante retraçant l'historique du bâtiment (rapport amiante avant travaux, rapport de fin d'intervention suite à des interventions de retrait d'amiante (SS3) ou Dossier des ouvrages exécutés pour des interventions en interface avec l'amiante (SS4) résultant à une cartographie synthétisant l'ensemble de la situation amiante existante.

Le titulaire doit toutes prestations pour aboutir à la réalisation de la totalité du DTA y compris les investigations et repérages. Il doit notamment :

- Prendre connaissance de tous les documents existants (plans,...)
- Procéder aux visites de repérage, dans les délais impartis avec réalisation de photos (systématiquement insérer dans le rapport une photo en plan large et une photo sur le prélèvement), de schémas nécessaires à la bonne compréhension des documents, et de documents graphiques complémentaires nécessaires au repérage (schémas au format A4 à minima).

Nota : les plans doivent figurer sur le document final (DTA).

Le repérage amiante est généralement réalisé en site occupé mais peut néanmoins concerner des zones vacantes en tout ou partie. Ces missions peuvent être réalisées dans des bâtiments aux contraintes d'accès et d'exécution variables. La distinction est opérée dans le BPU.

La mission comprend les prestations suivantes:

- l'actualisation ou la création du Dossier Technique Amiante,
- l'intégration des nouveaux rapports de repérage dans le DTA,
- l'intégration des nouveaux états de conservation dans les DTA,
- la création de la fiche récapitulative amiante (consigner les conclusions des repérages et les résultats de l'évaluation de l'état de conservation),
- le recollement des données des repérages des matériaux et produits contenant de l'amiante avant la réalisation de travaux et l'annexion des documents dans le DTA,
- le recollement des opérations de retraits effectuées portées à la connaissance du Titulaire, et intégrer les documents (Rapports de Fin de Travaux) dans le DTA (en particulier les plans de repérage des matériaux contenant de l'amiante traités, déposés, recouverts ou encapsulés),
- la mise à jour des consignes de sécurité,

- la mise à jour des documents graphiques si nécessaire. Les plans sont alors établis avec l'assistance par ordinateur,
- Assurer la saisie de toutes les données en version numérique (Clef USB ou plate-forme de téléchargement ou DTA-Thèque le cas échéant)

Le titulaire présente le DTA et ses conclusions au Service bénéficiaire lors d'une réunion. La réception des prestations, au sens du CCAG-PI, ne peut être prononcée par le service bénéficiaire avant cette réunion sauf mention contraire dans le bon de commande.

4.6 Mission 4 – Mise à jour DA-PP (liste A et listes A+B)

La mission consiste en la mise à jour d'un Dossier amiante des parties privatives (**liste A et listes A + B** – annexe 13-9 du décret 2011-629) dans les parties privatives d'immeubles d'habitation.

Le maître d'ouvrage précise au moment de la commande si le DAPP doit être réalisé exclusivement sur la base de la liste A ou si la mission doit également viser les matériaux et produits de la liste B.

Ce rapport de repérage est réalisé dans un environnement occupé ou non. Ce même repérage amiante peut intervenir dans le cadre d'une relocation de logement.

Pour les parties de repérage définies dans la liste B, le diagnostiqueur réalise un repérage visuel des matériaux accessibles et susceptibles de contenir de l'amiante et en particulier sur les sols des parties privatives.

L'objet de la mission doit être annexé au DTA mentionné de « parties privatives » dans le cadre de la mise à jour prévue au marché. Dans les mêmes délais de remise du rapport de repérage (RR) une nouvelle fiche récapitulative (FR) est établie. Quant aux résultats, ils sont mis à jour dans le fichier de suivi informatique et insérés dans DTA-Thèque le cas échéant.

Ces missions peuvent être réalisées dans des bâtiments aux contraintes d'accès et d'exécution variables. La distinction est opérée dans le BPU.

4.7 Mission 5 – Création DA-PP (listes A+B)

La mission consiste en la réalisation d'un rapport de Dossier amiante des parties privatives (DA-PP) manquant ou à compléter (**listes A + B** – annexe 13-9 du décret 2011-629) dans les parties privatives d'immeubles d'habitation.

Ce rapport de repérage est réalisé dans un environnement inoccupé ou non. Ce même repérage amiante peut intervenir dans le cadre d'une relocation de logement.

Pour les parties de repérage définies dans la liste B, le diagnostiqueur réalise un repérage visuel des matériaux accessibles et susceptibles de contenir de l'amiante et en particulier sur les sols des parties privatives.

L'objet de la mission doit être annexé au DTA mentionné de « parties privatives » dans le cadre de la mise à jour prévue au marché. Dans les mêmes délais de remise du rapport de repérage (RR) une fiche récapitulative (FR) est établie. Quant aux résultats, ils sont mis à jour dans le fichier de suivi informatique et insérés dans DTA-Thèque le cas échéant.

Ces missions peuvent être réalisées dans des bâtiments aux contraintes d'accès et d'exécution variables. La distinction est opérée dans le BPU.

4.8 Mission 6 – Réalisation de Rapport de repérage amiante avant-vente (listes A+B)

L'opérateur de repérage recherche et constate la présence de matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante faisant partie des listes A et B dans le cadre de la vente d'un bien immobilier.

Le repérage amiante avant-vente est élaboré par bâtiment.

Une commande d'un rapport amiante avant-vente portant sur un bâtiment doit faire l'objet de la rédaction d'un seul et unique rapport conformément aux dispositions de la partie 5 de la norme NF X 46-020 ou équivalent.

Dans le cas où des données amiante sont existantes avant l'intervention du prestataire Titulaire (RAAT, DAPP, DTA, etc.), il convient de réutiliser l'ensemble des données exploitables (toute impossibilité d'exploitation devant être dûment justifiée auprès du Pouvoir adjudicateur).

4.9 Mission 7 –Repérage amiante avant travaux

L'objectif est, entre autres, de connaître la présence d'amiante dans les composants concernés par des travaux programmés. Le titulaire effectue les investigations nécessaires à l'établissement du rapport de repérage de l'amiante avant travaux, sur le périmètre des travaux projetés.

Conformément à Art. R. 4412-97-5 du code du travail et l'arrêté du 16 juillet 2019 lorsqu'un matériau ou produit contenant de l'amiante a été repéré, le rapport précise leur nature, leur localisation ainsi que **leur quantité estimée.**

La mission comprend les prestations suivantes:

- un échange préalable avec le bénéficiaire (prise en compte du projet de travaux, des objectifs et contraintes),
- une analyse de la situation documentaire (récolement des documents relatifs à l'amiante (DTA) dans l'immeuble et aux documents décrivant les travaux...),
- l'établissement du planning,
- une visite de reconnaissance des locaux et inspection du terrain permettant, notamment, au titulaire de **définir les moyens d'accès** qui lui seront nécessaires et **l'élaboration de sa stratégie**. Pour les travaux ponctuels nécessitant la mobilisation d'un opérateur pour une durée inférieure à deux (2) jours, cette visite peut être réalisée au démarrage de l'intervention de repérage,
- l'élaboration de la méthodologie et stratégie,
- les déplacements (accès au site, rdv de chantier...),
- **Accessibilité (moyens de levage)** en lien avec les obligations spécifiquement mises à la charge du donneur d'ordre comme indiqué supra
- l'identification du besoin de tiers intervenants (tels les mainteneurs pour les zones techniques)
- la fourniture des équipements de protection, matériels et accessoires nécessaires
- la réalisation de sondages, d'investigations approfondies, destructives et non-destructives, permettant de vérifier l'homogénéité ou la nature du matériau, et prélèvements d'échantillons,
- la stabilisation des surfaces prélevées empêchant la propagation de fibres d'amiante,
- la remise en état et cicatrisation des surfaces prélevées ou sondées,
- l'analyse en laboratoire accrédité des échantillons de matériaux prélevés pour détection de la présence ou non d'amiante,
- la réalisation possible de sondages sur des matériaux similaires à ceux ayant déjà donné lieu à analyse dans le but de pouvoir leur appliquer les conclusions issues des analyses effectuées sur lesdits matériaux,
- la réalisation en laboratoire agréé de toutes les analyses d'échantillons nécessaires pour établir une liste exhaustive et juste des matériaux contenant de l'amiante,
- l'établissement puis la transmission du rapport de repérage avant travaux par bâtiment,
- la fourniture de fiches de synthèse, sous la forme d'un tableau et d'un bilan graphique résumant l'ensemble des matériaux et produits contenant de l'amiante repérés,
- l'actualisation du DTA et de sa fiche récapitulative,

- l'insertion dans DTA-Thèque le cas échéant.

Dans le cas où certains locaux n'auraient pas pu être visités par défaut d'accessibilité, il conviendra de transmettre la liste de ces locaux au Service Bénéficiaire dans les plus brefs délais et nécessairement avant la rédaction du rapport. Une seconde visite est organisée pour les locaux restant à inspecter.

Dans le cadre de ce rapport, aucune mention « non inspectée par défaut d'accessibilité » n'est acceptée sauf nécessité d'intervention de cordistes diplômés.

4.10 Mission 8 –Repérage amiante avant démolition

Il s'agit de faire réaliser, préalablement à des travaux de démolition dans un bâtiment, un repérage des matériaux et produits de la liste C contenant de l'amiante. L'objectif est d'identifier la présence d'amiante dans les composants de l'immeuble avant sa démolition. Le titulaire effectue les investigations nécessaires à l'établissement du rapport de repérage de l'amiante avant démolition.

Conformément à Art. R. 4412-97-5 du code du travail et l'arrêté du 16 juillet 2019 lorsqu'un matériau ou produit contenant de l'amiante a été repéré le rapport précise leur nature, leur localisation ainsi que **leur quantité estimée.**

La mission comprend les prestations suivantes:

- un échange préalable avec le bénéficiaire (prise en compte du projet de travaux, des objectifs et contraintes),
- une analyse de la situation documentaire (récolement des documents relatifs à l'amiante (DTA) dans l'immeuble et aux documents décrivant les travaux...),
- établissement du planning,
- une visite de reconnaissance des locaux et inspection du terrain permettant, notamment, au titulaire de **définir les moyens d'accès** qui lui seront nécessaires et **l'élaboration de sa stratégie**,
- l'élaboration de la méthodologie et stratégie,
- les déplacements (accès au site, rdv de chantier...),
- **Accessibilité (moyens de levage)** en lien avec les obligations spécifiquement mises à la charge du donneur d'ordre comme indiqué supra,
- l'identification du besoin de tiers intervenants (tels les mainteneurs pour les zones techniques)
- la fourniture des équipements de protection, matériels et accessoires nécessaires
- la réalisation de sondages, d'investigations approfondies, destructives et non-destructives, permettant de vérifier l'homogénéité ou la nature du matériau, et prélèvements d'échantillons,
- la stabilisation des surfaces prélevées empêchant la propagation de fibres d'amiante,
- **le marquage des zones contenant de l'amiante in situ de manière indélébile,**
- l'analyse en laboratoire accrédité des échantillons de matériaux prélevés pour détection de la présence ou non d'amiante,
- la réalisation possible de sondages sur des matériaux similaires à ceux ayant déjà donné lieu à analyse dans le but de pouvoir leur appliquer les conclusions issues des analyses effectuées sur lesdits matériaux,
- Réalisation en laboratoire agréé de toutes les analyses d'échantillons nécessaires pour établir une liste exhaustive et juste des matériaux contenant de l'amiante,
- l'établissement puis la transmission du rapport de repérage avant démolition par bâtiment,
- l'insertion dans DTA-Thèque, le cas échéant.

Dans le cas où certains locaux n'auraient pas pu être visités par défaut d'accessibilité, il conviendra de transmettre la liste de ces locaux au Service Bénéficiaire dans les plus brefs délais et nécessairement avant la rédaction du rapport. Une seconde visite est organisée pour les locaux restant à inspecter.

Dans le cadre de ce rapport, aucune mention « non inspectée par défaut d'accessibilité » n'est acceptée sauf nécessité d'intervention de cordistes diplômés.

4.11 Mission 9 –Identification du risque amiante et de la concentration en HAP dans les enrobés.

Il s'agit d'identifier et caractériser le risque amiante par analyse META notamment en cas de travaux de rabotage, balayage mécanique, carottage, préparation de surface pour réparation des nids de poule, découpage à la scie, décroûtage à la pelle, raclage ou brûlage, réalisés sur parking, cours, trottoirs, et chaussées privatives. **L'objet de ce marché ne porte pas sur les réseaux routiers concédés ou non.**

Des enrobés amiantés ont pu être recyclés dans des couches de chaussée postérieure à 1995 : toutes les couches dont la composition intègre des agrégats d'enrobé doivent alors être considérées comme pouvant comporter de l'amiante et faire l'objet, avant toute intervention, des analyses préalables.

Le titulaire établit une stratégie d'échantillonnage à l'échelle de la voirie à caractériser, procède aux prélèvements par carottage à l'eau sur l'épaisseur de la partie bitumeuse, photographie et géolocalise clairement les zones sondées, sépare les couches des carottes, procède à l'analyse META par un laboratoire accrédité ainsi qu'au rebouchage des zones de prélèvement.

Dans le cas où l'analyse est négative, le titulaire procède à l'analyse des hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP) afin de déterminer le caractère réutilisable des fraisâts ou la classe de mise en décharge.

La méthodologie employée est conforme au «Guide d'aide à la caractérisation des enrobés bitumineux » rédigé par le Comité de Pilotage national «Travaux Routiers - Risques Professionnels» actualisés, le cas échéant, à la lumière de la réglementation, dans le domaine, entrée en vigueur après le 20 novembre 2013 (date de la dernière mise à jour du guide).

Le titulaire établit un rapport reprenant l'ensemble de la méthodologie employée, les photographies avec géolocalisation des zones prélevées, les résultats des analyses, le traitement analytique et conclusif des résultats ainsi que les éventuels conseils et recommandations en découlant, les bordereaux de déchets. Ce diagnostic doit permettre l'établissement d'une cartographie des sections et couches de l'enrobé contenant des matériaux amiantés.